Tebboune, géronte caractériel, se fâche « aussi » avec la Ligue arabe et affiche publiquement sa frustration

écrit par Juvénal de Lyon | 4 mars 2025

Le sénile président algérien Tebboune, géronte caractériel incontrôlable se met même à dos la Ligue Arabe, à part la Tunisie de Kaïs Saïed soumis à son influence néfaste de suzerain !

Juvénal de Lyon

Il y a un peu plus de deux ans (à peine), il bombait le torse, se pavanait au sens propre le long du Centre international des conférences (CIC) Abdelatif Rahal, un imposant complexe *made by China* pour 688 millions de dollars au célèbre Club des Pins. Dans la forme, le dîner était au Sheraton. Dans le fond, la cause palestinienne, «*j'en fais mon affaire et je m'en occupe personnellement*», disait-il. Au manque de savoir-vivre s'est ajoutée une vantardise qui n'aura en rien servi la cause. Mais qu'à cela ne tienne, le sommet arabe d'Alger de novembre 2022, c'était *son* sommet. L'événement a été un échec, boycotté par les principaux chefs d'État arabes, mais qu'importe, Abdelmadjid Tebboune a eu son quart d'heure de gloire.

Censée durer une année, la présidence algérienne de la Ligue arabe aura été la plus courte de l'histoire de cette institution (à peine quatre mois en théorie et moins de quatre jours effectifs avant que l'Arabie saoudite ne l'arrache des mains de l'Algérie).

Mais *maâlich*. Quelle mouche a donc piqué le président algérien pour qu'il boude le sommet arabe d'urgence prévu demain, mardi 4 mars, au Caire, autour de la même question palestinienne?

Hier dimanche, la très officielle agence algérienne d'information (APS), citant maladroitement une «*source bien informée*», **nous apprenait que Tebboune n'allait pas participer «*personnellement*» à l'événement** et qu'il y serait représenté par Ahmed Attaf, son ministre des Affaires étrangères. L'APS, en privilégiant une source officieuse, révèle au grand jour les frustrations de Tebboune, relégué au second plan dans les décisions importantes de la Ligue arabe. Une façon de remettre le régime d'Alger à sa place.

«*Cette décision intervient dans le contexte des déséquilibres et des lacunes qui ont entaché le processus de préparation de ce sommet, monopolisé par un groupe limité et étroit de pays arabes qui ont accaparé la préparation des outcomes du prochain sommet du Caire sans aucune coordination avec le reste des pays arabes, qui sont tous concernés par la question palestinienne*», écrit l'agence.

> *Le président de la République #Abdelmadjid_Tebboune décide de ne pas participer personnellement au sommet arabe d'urgence https://t.co/aQ5XUMN4h5 pic.twitter.com/gH940Lq6A3*
>
> *— ALGÉRIE PRESSE SERVICE | □□□□□□□□□□ □□□□□□□□ □□□□□ (@APS_Algerie) March 2, 2025*

Le Président de la République, lui, éprouve un sentiment «*d'insatisfaction*» par rapport à cette façon de faire, «*basée sur l'inclusion de pays et l'exclusion d'autres, comme si le soutien de la cause palestinienne était devenu aujourd'hui le monopole de certains et pas d'autres*». **On l'aura compris, l'attitude frustrée du président algérien se veut une réaction d'orgueil à une véritable gifle assénée par la Ligue arabe**. Une gifle qui rappelle le véritable poids de l'Algérie dans le concert des nations. Elle est rendue d'autant plus douloureuse qu'Alger siège en tant que membre non permanent au Conseil de sécurité, et qu'à ce titre, elle pense être en mesure de porter la voix de la Ligue arabe. Le communiqué déguisé de la présidence algérienne ne manque d'ailleurs pas de s'en prévaloir:

«Notre pays continue de consacrer son mandat au Conseil de sécurité à la défense de la cause palestinienne, une voix arabe qui dit la vérité, une voix arabe qui défend les droits des opprimés, et une voix arabe qui n'attend aucune récompense ou reconnaissance de ses frères, mais qui se lamente et déplore l'état actuel de la nation arabe», soupire-t-on.

Mais même de ce rôle somme toute mécanique, les États de la Ligue arabe ne le créditent pas. Cet énième coup de sang a d'ailleurs laissé de marbre toutes les capitales arabes. C'est que l'Algérie en a la fâcheuse habitude et qu'à force, les fâcheries à répétition finissent par lasser.

La Ligue arabe n'est que le dernier d'une longue liste de pays, entités et organisations avec lesquels l'Algérie est en rupture de ban. Faut-il le rappeler? Dans tout le monde arabe, et après la chute du régime de Bachar al-Assad, l'Algérie ne compte désormais que la Tunisie, vassalisée, comme pays ami où elle se comporte comme avec une «province». D'ailleurs, le président tunisien Kaïs Saïed vient d'emboîter le pas à son maître de la Mouradia, en annonçant boycotter également le sommet de la Ligue arabe. Partout ailleurs, les motivations peuvent varier mais conduisent invariablement au même schéma: colère, réactions intempestives, à la limite de l'irréparable, et **brouille généralisée.**

Il y a le Maroc, cet ennemi de toujours. Le 24 août 2021, l'Algérie annonce une rupture unilatérale de ses relations diplomatiques avec le Maroc. Le 22 septembre 2021, le Haut Conseil de sécurité algérien, présidé par le chef de l'État Abdelmadjid Tebboune, prend la décision de fermer son espace aérien à tout appareil, civil ou militaire, immatriculé au Maroc. Qu'a donc fait le Royaume pour mériter un tel châtiment? «*Des actions hostiles à l'encontre de l'Algérie*» que le régime peine à nommer en remontant jusqu'à la guerre des Sables.

La France vient néanmoins de voler la vedette au Maroc. L'ancienne puissance coloniale et Alger traversent actuellement la crise la plus grave depuis l'indépendance de l'Algérie. Ceci, et dans l'ordre, sur fond d'appui de Paris à la souveraineté du Maroc sur le Sahara, de détention arbitraire de l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal et de refus par l'Algérie de recueillir ses citoyens indésirables en France. Après être monté sur ses plus hauts chevaux, le régime d'Alger semble désormais quémander un compromis. L'attitude rappelle étrangement une formule déjà appliquée avec l'Espagne. On s'en souvient, le 2 novembre 2023, Alger annonçait un nouvel ambassadeur à Madrid, 19 mois après une tonitruante rupture, décidée par la junte en réaction au soutien de l'Espagne à la marocanité du Sahara. Une crise au bout de laquelle Alger est revenu bredouille, n'ayant rien pu arracher à l'Espagne. Son fantasmagorique objectif d'un revirement de Madrid sur son irréversible appui à la marocanité du Sahara tombe ainsi définitivement à l'eau. Pour l'Algérie, c'est le rétropédalage devenu la marque de fabrique d'un «*système*» à la politique irréfléchie.

En Europe, seule subsiste l'Italie, avec laquelle le régime entretient une relation plus ou moins normalisée. L'Italie, à la tête de laquelle se trouve

néanmoins le gouvernement le plus à droite du pays depuis la Deuxième Guerre et qui est dirigée par une certaine Giorgia Meloni, dont le parti politique, *Fratelli d'Italia*, est… d'extrême droite. Nous parlons de la même extrême droite que l'Algérie vilipende en France tout en lui faisant porter l'entière responsabilité de l'actuelle crise.

On passera sur les amis d'hier, à commencer par la Russie, qui prend bien des distances vis-à-vis d'un régime peu fiable. C'est le même «grand frère» russe qui avait d'ailleurs fermé définitivement les portes des BRICS à l'Algérie.

Auparavant priorité diplomatique stratégique du président Tebboune, l'intégration de l'Algérie aux BRICS a été rejetée lors du 15ème sommet des cinq pays émergents, organisé en août 2023 en Afrique du Sud.

Comme on passera sur l'entourage immédiat de l'Algérie, en crise ouverte avec le Mali, en froid avec le Niger et le Burkina Faso, en guerre froide avec la Libye du maréchal Khalifa Haftar…

Cet insoutenable isolement de l'Algérie s'explique par l'impéritie des gérontes qui dirigent ce pays. Les vieillards à la tête du régime n'ont toujours pas pris la mesure des grandes transformations en cours dans le monde. Leur logiciel, ankylosé dans une ère qui date d'avant la chute du mur de Berlin, est obsolète depuis trois décennies déjà. Mais même cela, ils ne sont pas en mesure de le comprendre. Tarik Qattab Le 03/03/25

Pcc : Juvénal de Lyon